

La fin de la transition énergétique

par Hugues Draelants

Usons-nous des bons termes pour décrire le changement climatique ? On peut en douter, car la crise environnementale que nous traversons est tout autant géopolitique et économique.

À propos de : Stefan C. Aykut et Amy Dahan, *La mutation climatique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2026, 424 p., 26 euros (ISBN : 9782724646009).

Certaines catégories donnent parfois l'impression de ne pas être à la hauteur des bouleversements qu'elles cherchent à décrire. Le vocabulaire forgé au cours des dernières décennies pour penser et gouverner le changement climatique, en particulier celui de la transition énergétique, paraît de moins en moins ajusté à un monde où la crise climatique se combine aux conflits géopolitiques, aux transformations économiques et à la fragilisation démocratique. C'est cette configuration inédite qu'Aykut et Dahan proposent de saisir sous le terme fort de « mutation climatique ».

Le duo n'en est pas à son premier opus. Depuis la fin des années 2000, Aykut et Dahan travaillent sur les négociations climatiques, l'expertise et le « régime climatique ». Dans *Gouverner le climat ?* (2015), ils avaient proposé la notion de « schisme de réalité » pour désigner le décalage entre l'univers des négociations internationales et les dynamiques économiques, énergétiques et géopolitiques alimentant le réchauffement. *La mutation climatique* déplace ce diagnostic : il s'agit désormais de saisir comment le changement climatique, les politiques menées pour y répondre et les transformations du monde agissent les uns sur les autres. Les auteurs revendiquent un ton « moins académique et plus engagé » (p. 17) que dans leurs

travaux précédents, inflexion sensible notamment dans leur lecture très critique de la conjoncture politique contemporaine.

Du schisme à la mutation

Le début du livre revient sur l'histoire de la gouvernance climatique depuis les années 1990. Celle-ci est née dans la conjoncture de l'après-guerre froide, lorsqu'un ordre international fondé sur la science, le multilatéralisme, le consensus et la coopération paraissait encore plausible. Après les difficultés de Kyoto et l'échec de Copenhague, un autre modèle s'est progressivement imposé, culminant avec l'accord de Paris (adopté le 12 décembre 2015) : plutôt que de contraindre les États, il s'agit d'activer les sociétés, de mobiliser les entreprises et de faire de l'innovation et des marchés les moteurs de la transition. À leurs yeux, ce second pari a, lui aussi, montré ses limites : la promesse d'une transition technologique relativement indolore sous-estime les rapports de force et les conflits distributifs qu'entraîne la décarbonation.

Les auteurs décrivent un « mouvement dialogique entre la globalisation du climat et la climatisation du monde » (p. 106). D'un côté, la question climatique a progressivement englobé le développement, l'énergie, les inégalités ou la finance ; de l'autre, des acteurs toujours plus nombreux ont reformulé leurs propres enjeux dans le langage du climat. Cette extension aurait produit une forme d'« obésité de la gouvernance » (p. 106) : les négociations ont élargi leur périmètre tout en évitant longtemps d'affronter directement les structures énergétiques, commerciales et économiques.

Ce décloisonnement transforme aussi la question des responsabilités. À partir du *World Inequality Report*, les auteurs rappellent qu'en 1990 l'essentiel des inégalités d'émissions mondiales provenait encore des écarts entre pays, tandis que trente ans plus tard elles s'expliquent principalement par les disparités au sein même des sociétés. Le climat cesse ainsi d'opposer simplement Nord et Sud : il fait réapparaître les classes sociales, les patrimoines, les modes de vie et la répartition des responsabilités.

L'examen des promesses technologiques donne lieu à certains des passages les plus imagés du livre. Le captage et le stockage du carbone sont comparés à une « licorne » : omniprésents dans les scénarios et les brochures, beaucoup plus rares dans

le monde réel. Plus loin surgissent la « chimère » du charbon propre et « l'hydre » de la géo-ingénierie (p. 119-125). Ce bestiaire fantastique vise à remettre en question la capacité de la gouvernance climatique à entretenir la perspective d'une transformation sans rupture majeure grâce à des technologies dont le déploiement à l'échelle requise demeure incertain.

Quand la géopolitique s'immisce dans le climat

La guerre en Ukraine, les tensions sino-américaines, les politiques industrielles vertes, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et la compétition pour les ressources critiques permettent aux auteurs de montrer que la décarbonation n'est pas un processus autonome : elle redistribue les rapports de force et recompose les interdépendances entre États. La géopolitique devient ainsi partie intégrante de la transformation climatique.

Les trajectoires nationales en révèlent toute l'ambivalence. Ainsi en va-t-il d'abord de celle des États-Unis. Le pays fut en effet à la fois l'un des foyers majeurs de la science climatique et de sa mise à l'agenda international, et l'un des premiers centres de mobilisation industrielle contre les politiques climatiques, notamment à travers la *Global Climate Coalition* (p. 142). Le cas de la Chine est abordé ensuite car : « Si le XIX^e siècle a été celui de l'Europe, le XX^e siècle celui des États-Unis, tout porte à croire que le XXI^e pourrait être celui de l'Asie, et d'abord de la Chine » (p. 177). Le paradoxe est ici tout aussi saisissant : la Chine consomme plus de la moitié du charbon mondial, tout en étant devenue le principal moteur du déploiement des renouvelables ; en 2024, elle a installé plus de 277 gigawatts de nouvelles capacités solaires, davantage que le reste du monde (p. 178). La Russie, les pétromonarchies du Golfe et le Sud global complètent cette géographie contrastée de la mutation.

Après la gouvernance globale et la géopolitique des grandes puissances, l'ouvrage en vient à la question du lien entre le changement climatique et la démocratie. Selon les auteurs se pose en effet désormais la question de la capacité des démocraties à conduire la transformation. Ils confèrent ici à l'Europe une place centrale : le chapitre « La bataille pour l'Europe » présente même celle-ci comme un laboratoire politique de la mutation. Les auteurs dressent un bilan nuancé du Pacte vert européen. S'il a permis d'inscrire la neutralité carbone dans une stratégie industrielle et réglementaire cohérente, désormais le « risque d'un relâchement des

efforts est bien réel » (p. 323), comme l'illustre l'assouplissement, fin 2025, de l'interdiction de la vente de véhicules thermiques prévue pour 2035. Surtout, Aykut et Dahan soulignent la faiblesse de sa dimension sociale : marchés carbone, normes et politiques de soutien ne suffisent pas si les coûts de la transformation restent répartis de manière inégale. À défaut, la question climatique risque de devenir toujours davantage un enjeu de « guerre culturelle » et d'alimenter un *green backlash*. L'Union européenne doit donc, selon eux, « se réinventer en État social et écologique » (p. 328).

L'importance de la transformation en Europe dépasse donc la seule question de sa contribution au réchauffement global. Même si l'Europe n'émet plus que 8 % des émissions mondiales de GES, le succès ou l'échec de son Pacte vert apportera aussi une réponse aux questions clés posées par la conjoncture actuelle : celles de savoir si les démocraties libérales sont capables de se réinventer, si elles seront toujours compétitives, attractives et maîtresses de leur destin, sans avoir recours aux fossiles, sans externaliser les dégâts de leur croissance et sans pouvoir s'adosser à la protection militaire des États-Unis (p. 337).

Pour les auteurs, le devenir du Pacte vert va donc bien plus loin que la seule politique climatique européenne. Il met à l'épreuve la capacité des institutions démocratiques à redéfinir leur rapport à l'économie, à la solidarité, au pouvoir et à la souveraineté. Dans un ordre international en recomposition, les auteurs voient là une opportunité potentielle : l'Union pourrait proposer un modèle articulant coopération, exigences sociales et écologiques et accès conditionné à son marché, c'est là l'hypothèse d'un « Pacte vert mondial » (p. 344).

Cette réflexion sur la démocratie débouche sur une interrogation sociologique plus générale concernant notre rapport au changement et à l'avenir. En mobilisant notamment Ulrich Beck et Bruno Latour, les auteurs décrivent la mutation comme un bouleversement qui affecte jusqu'aux « formes mêmes du changement ». Ils résument ainsi la portée de ce basculement :

La crise climatique est aussi une crise de l'imaginaire : elle révèle notre incapacité à prendre la mesure des bouleversements en cours et à projeter un autre avenir. Elle marque ainsi une rupture dans le rapport moderne au futur. Là où la modernité proposait une ouverture des possibles, le futur semble aujourd'hui se refermer sous la pression de crises devenues systémiques. (p. 282)

Cette interrogation sur le rapport moderne au futur conduit Aykut et Dahan à opérer dès l'introduction de leur livre (p. 15) une distinction fondamentale entre trois notions.

Transition, transformation, mutation

La transition renvoie à un projet de substitution d'un régime énergétique à un autre ; la notion de transformation désigne quant à elle un processus plus large, conflictuel, non linéaire et réversible, touchant les institutions, les systèmes sociotechniques et les pratiques sociales. La mutation, enfin, leur sert à dire la condition historique dans laquelle cette transformation s'accomplit : elle inclut aussi bien les effets du réchauffement que les recompositions géopolitiques et les réactions suscitées par les politiques climatiques.

Le dernier chapitre (« Agir dans la mutation ») développe cette conception en identifiant plusieurs « verrous » : l'inertie techno-économique, la faiblesse de la gouvernance globale, la dépendance politique à la croissance et aux énergies fossiles ou encore la souveraineté du consommateur. À ces verrous s'ajoutent des « engrenages » susceptibles de renforcer les blocages à mesure que la transformation progresse, qu'il s'agisse des conflits géopolitiques, des inégalités, des réactions hostiles ou de la polarisation. C'est précisément cette boucle de rétroaction entre les effets politiques et sociaux de la transformation que les auteurs mettent en évidence dans les dernières pages :

Réduire la transformation à une simple décarbonation technique, supposée neutre et apolitique, ne fonctionne pas – ou jamais pour longtemps. Les effets secondaires reviennent sans cesse comme un boomerang : fractures géopolitiques, conflits sociaux, attaques contre la science et la démocratie. Le refoulé politique et social de la transformation, qui finit toujours par ressurgir, met les systèmes politiques à l'épreuve d'un véritable stress test. Le modèle de démocratie libérale capitaliste, né dans l'ère des énergies fossiles, survivra-t-il à la mutation climatique ? Au vu de la situation actuelle, le doute est permis. (p. 347)

Une crise de l'historicité moderne ?

Cette dernière question peut être élargie. Ce qui est en jeu n'est pas seulement la capacité des démocraties à conduire la décarbonation, mais plus profondément le rapport des sociétés modernes à leur propre devenir. La mutation climatique trouble cette relation à l'histoire. La puissance de transformation accumulée par les sociétés contemporaines a produit des effets qui réduisent en retour leurs marges de manœuvre : infrastructures liées aux énergies fossiles, réchauffement, dépendances

matérielles ou irréversibilités écologiques. L'avenir n'est plus seulement un espace à construire ; il est déjà partiellement engagé par les choix passés, tandis que les actions destinées à le réorienter produisent elles-mêmes de nouveaux effets difficilement maîtrisables.

Le problème ne réside donc pas simplement dans la perte de contrôle, mais dans une exigence accrue de réflexivité : comment pouvons-nous agir sur les conséquences de notre propre puissance d'action ? D'où l'importance accordée par Aykut et Dahan à la démocratie, dont la capacité à organiser une action collective à long terme, à arbitrer les conflits de répartition et à corriger les trajectoires engagées est mise à l'épreuve.

Une notion heuristique, mais jusqu'où ?

La force de la notion de mutation tient à sa capacité à relier des phénomènes que les analyses du climat ont souvent eu tendance à dissocier. Cette puissance intégratrice présente toutefois des inconvénients. À mesure que l'ouvrage avance, la mutation climatique en vient à englober l'Anthropocène, les transformations du capitalisme, les rivalités géopolitiques, la fragilisation démocratique, les inégalités ou encore les transformations de l'espace public. On peut alors se demander s'il reste pertinent de qualifier cette mutation de « climatique » ? Le climat en est-il la cause centrale, un accélérateur, un révélateur, ou plutôt le prisme à travers lequel les auteurs relisent les bouleversements contemporains ? Au fond, la notion donne le sentiment d'être plus heuristique que véritablement explicative. Elle invite à prêter attention aux interdépendances, aux effets secondaires, aux décalages temporels ou aux rétroactions, mais elle permet moins aisément d'établir les chaînes causales qui relient les différents phénomènes rassemblés sous le terme de mutation.

Une autre question tient à la perspective que les auteurs adoptent. Ils assument écrire « depuis l'Europe » (p. 17). Ce choix est cohérent avec la place prépondérante qu'ils accordent à l'expérience européenne, mais il peut conduire à s'interroger quant à la portée de leur diagnostic. Ce qui est présenté comme la fin d'un monde, avec l'affaiblissement du multilatéralisme, le retour des rapports de puissance ou la crise de la promesse libérale, n'est-il pas aussi, pour partie, la fin d'un monde tel qu'il avait été envisagé depuis l'Europe ? D'autres régions n'ont en effet pas partagé au même degré cette vision européenne d'un ordre post-guerre froide appelé à se stabiliser grâce

aux relations internationales, à la coopération multilatérale et aux mécanismes de marché.

Du climat au devenir des sociétés

Par son ampleur, *La mutation climatique* a quelque chose d'une somme. C'est une lecture relativement exigeante vu le nombre de dimensions abordées, mais rares sont les livres qui permettent de saisir, en un seul volume, la complexité de ce que les auteurs se proposent précisément de penser sous le terme de « mutation ».

In fine, la question climatique déborde largement celle de la gouvernance d'un problème environnemental. Elle conduit Aykut et Dahan à une interrogation beaucoup plus générale : qu'advient-il de la capacité des sociétés modernes à gouverner leur propre devenir lorsque les conséquences de leur développement transforment le monde tout en limitant leurs marges de manœuvre ? *La mutation climatique* invite ainsi à revisiter, à travers le prisme du climat, l'une des questions fondatrices de la sociologie : celle du rapport des sociétés à leur propre histoire.

Publié dans lavedesidees.fr, le 19 octobre 2026.